GCERF
Prévenir l'Extrémisme Violent et le Terrorisme



INVESTIR AUJOURD'HUI POUR PROTÉGER DEMAIN

Pourquoi Investir dans la Prévention de l'Extrémisme Violent 2025-27

TABLE DES MATIÈRES

POURQUOI INVERSTIR ____ 3

INVESTIR AUJOURD'HUI POUR PROTÉGER DEMAIN ____ 4

RETOUR SUR INVESTISSEMENT ____ 5

LA RÉSILIENCE EN DANGER ____ 7

INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ NATIONALE ____ 9

PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT ____ 10

LA VALEUR AJOUTÉE DU GCERF ____ 12

DES RÉSULTATS DANS LE MONDE ENTIER ____ 15

RÉHABILITATION ET RÉINTÉGRATION ____ 18

RÉSILIENCE DURABLE DES COMMUNAUTÉS ____ 22

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ NATIONALE ____ 24

RENDRE LA TOTALITÉ MEILLEURE QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES ____ 26

POURQUOI INVERSTIR

selon Dr Khalid Koser,
Directeur Exécutif, GCERF



Malgré les milliards de dollars dépensés en réponses armées au terrorisme au cours des deux dernières décennies, le monde n'est pas plus sûr. Les graves tensions sociales causées par les conflits ethniques, les difficultés économiques dues au changement climatique et les luttes de pouvoir régionales cyniques ont enflammé un nombre croissant de conflits armés. Ces derniers menacent de radicaliser des groupes de population ainsi que de propager des idéologies violentes et la violence dans des communautés qui ne sont pas encore touchées. Outre son impact terrible sur les victimes et leurs familles et amis, l'extrémisme violent empêche de progresser dans la réalisation de nombreux Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030.

L'année 2024 marque les dix ans du lancement du Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience (GCERF). **Il s'agit du seul outil au monde dédié à la prévention de l'extrémisme violent (PEV) qui est développé sur la base d'un modèle d'investissement multilatéral unique et ciblé dans des efforts de prévention efficaces**. Pour ce faire, ce Fonds finance des initiatives localisées à l'intérieur des communautés à risque, dans les pays où l'extrémisme violent constitue une menace constante ou pourrait s'enraciner et se propager.

Au cours de la dernière décennie, le GCERF a prouvé que la prévention peut réduire les tensions et renforcer les communautés vulnérables contre la force des idéologies extrémistes violentes. S'appuyant sur une décennie d'investissements et d'apprentissage, le GCERF entame un nouveau cycle d'investissement avec un ensemble d'initiatives ambitieuses, spécifiques et intelligentes dans des domaines et des approches qui ont prouvé leur efficacité au cours des dix dernières années. Il s'agit souvent de solutions laborieuses et personnalisées, par exemple pour développer la résolution des conflits au niveau communautaire, pour réintégrer les familles d'anciens extrémistes dans les communautés, pour favoriser le dialogue entre les différentes religions et engager les chefs religieux comme agents de communautés plus pacifiques - pour ne citer que quelques-unes des initiatives soutenues.

Dans 25 pays et des milliers de communautés, les investissements du GCERF à ce jour montrent les possibilités qui existent pour un avenir plus pacifique, lorsque les ressources adéquates (souvent modestes) sont mises à contribution. **Comme le montre clairement ce Cas d'Investissement, le retour sur investissement du GCERF est remarquable - en moyenne, le GCERF apporte un soutien durable aux jeunes à risque pour seulement 30 USD par personne environ**.

Un Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience entièrement financé contribuera à mettre en œuvre le Pacte pour l'Avenir en soutenant la résilience communautaire, en encourageant la responsabilité nationale et en intégrant la paix, la sécurité et le soutien au développement des communautés locales. Nous avons défini des priorités spécifiques pour un investissement de 80 millions d'USD au cours de la période 2025-27 (page 4).

INVESTIR AUJOURD'HUI POUR PROTÉGER DEMAIN

Avec un nouvel investissement de 80 millions d'USD, le GCERF va :



Consolider les investissements récents dans de nouveaux pays partenaires, notamment l'Indonésie, l'Irak, le Mozambique et le Yémen.

Réinvestir dans les pays et régions partenaires où la menace de l'extrémisme violent compromet gravement la sécurité et le développement, comme au Sahel, ou où un réinvestissement est nécessaire pour garantir des acquis durement gagnés, comme aux Philippines et en Somalie.

Se développer stratégiquement et régionalement en Asie centrale comme rempart à la menace émanant de l'Afghanistan, et dans le Golfe de Guinée pour endiguer le risque de débordement à partir du Sahel.

Offrir de meilleures alternatives à au moins 500 000 jeunes dans les communautés directement exposées au risque de radicalisation.

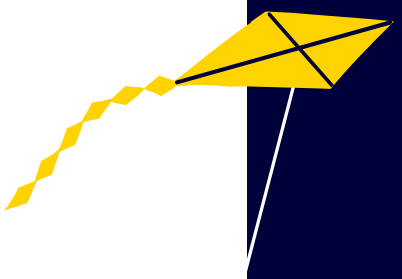
Soutenir la réhabilitation et la réintégration d'au moins 20 000 personnes rapatriées des camps du nord-est de la Syrie et de leurs familles.

Investir dans des organisations de la société civile dont au moins 40 % sont dirigées par des femmes et des jeunes.

Mettre en place des structures durables pour permettre une transition vers la sortie d'au moins un pays.

Promouvoir la résilience durable des communautés, la responsabilité nationale et la cohérence mondiale dans la prévention de l'extrémisme violent.

RETOUR SUR INVESTISSEMENT



Au cours de notre première décennie, le GCERF a investi environ 112 millions d'USD pour offrir de meilleures alternatives à près de 4 millions de jeunes directement exposés au risque de radicalisation et de recrutement, ce qui représente une moyenne d'environ **30 USD par personne** à risque. **Le GCERF a ainsi démontré que la PEV représente un moyen bien plus rentable de lutter contre l'extrémisme violent que les réponses sécuritaires réactives**. Un engagement en faveur de la PEV est également un engagement en faveur de l'ordre international fondé sur des règles, face à des discours concurrents pour répondre à la menace terroriste.

Depuis 2019, le nombre de pays partenaires du GCERF a triplé et le nombre de bénéficiaires directs a doublé, alors que notre budget n'a augmenté que de 30 % et que les dépenses de fonctionnement sont toujours restées inférieures à 15 %. Un investissement supplémentaire dans le GCERF de 80 à 100 millions d'USD permettra d'intensifier l'impact des efforts de prévention, comme le montre l'encadré 1.

ENCADRÉ 1 : UN INVESTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE EFFICACE

	80 MILLIONS D'USD	100 MILLIONS D'USD
Nombre de pays partenaires actuels bénéficiant d'un réinvestissement	14/25	18/25
Nombre de nouveaux pays partenaires	Au moins 3	Au moins 5
Nombre de bénéficiaires directs supplémentaires	1,5 million	2 millions

	80 MILLIONS D'USD	100 MILLIONS D'USD
Nombre de personnes bénéficiant directement d'une aide à la réhabilitation et à la réintégration	20 000	25 000
Nombre de travailleurs de première ligne formés	5 000	6 500
Nombre de jeunes bénéficiant d'une éducation numérique	50 000	75 000

Dans notre premier Cas d'Investissement (2021), le GCERF a pris des engagements ambitieux, dont chacun a été réalisé ou devrait l'être (encadré 2). Le GCERF continuera à faire preuve d'un solide retour sur investissement.



ENCADRÉ 2 : RETOUR SUR INVESTISSEMENT À CE JOUR

	ENGAGEMENT POUR 2021		TOTAL POUR FIN 2024
S'étendre à de nouveaux pays partenaires	10	↗	13
Nombre de combattants terroristes étrangers de retour au pays et de leurs familles bénéficiant de programmes de réhabilitation et de réintégration	1 000	=	> 1 000
Nombre de responsables communautaires et religieux formés	25 000	=	25 000
Nombre de clubs de jeunes pour la paix créés	1 250	↗	1 500

LA RÉSILIENCE EN DANGER



L'environnement mondial d'aujourd'hui est plus propice à l'extrémisme violent qu'à tout autre moment depuis le Printemps arabe. ISIS-K démontre son ambition mondiale depuis l'Afghanistan et les affiliés d'ISIS à travers l'Afrique subsaharienne ; le Sahel est à un point de basculement ; environ 45 000 anciens combattants terroristes et leurs familles restent dans des camps dans le nord-est de la Syrie ; et la crise actuelle à Gaza risque de radicaliser une génération de jeunes. **Aujourd'hui, le risque est plus diversifié, disséminé et disparate** : si les groupes extrémistes violents intègrent des discours idéologiques dans le monde entier, leurs origines et leurs stratégies sont très localisées. **Parallèlement, la portée mondiale des groupes terroristes et extrémistes violents auprès des recrues potentielles prolifère, notamment en ligne**.

Pourtant, au niveau mondial, l'ampleur et l'impact de l'extrémisme violent sont restés stables, malgré l'accélération des facteurs de radicalisation et l'intensification du recrutemen.

> Les investissements réalisés par le GCERF à travers le monde au cours des trois dernières années sont l'une des principales raisons pour lesquelles la radicalisation et le recrutement en faveur de l'extrémisme violent et du terrorisme ont été neutralisés (encadré 3).

Sur les 14 pays partenaires du GCERF classés parmi les 50 premiers de l'indice mondial du terrorisme, trois ont progressé dans l'indice entre 2022-23, deux ont été classés au même rang et neuf ont reculé dans l'indice, sortant des catégories de risque " très élevé " et " élevé ".

ENCADRÉ 3 : INVESTIR DANS LA RÉSILIENCE

Au cours des trois dernières années, le GCERF a renforcé la résilience face à la radicalisation et au recrutement en :

Travaillant dans 20 pays où le risque est élevé ou très élevé et en engageant directement la société civile, les autorités locales et les gouvernements pour soutenir l'action communautaire.

Finançant des programmes qui ont directement touché 1,5 million de personnes dans les communautés à risque de radicalisation et de recrutement, dont près de 50 % sont des femmes.

Soutenant la réhabilitation et la réintégration dans leurs communautés de centaines de combattants terroristes et de leurs familles dans le nord-est de la Syrie.

Contribuant à la création de plus de 500 clubs de la paix dans le monde et former plus de 11 000 responsables communautaires et religieux à la gestion des conflits et de l'extrémisme violent.

La résilience que nous construisons est cependant de plus en plus menacée. Au sein des communautés que nous soutenons, le sentiment d'abandon s'accroît, par exemple au Sahel, ainsi que le sentiment d'injustice, notamment à Gaza. En Tunisie, par exemple, les comportements violents dans les écoles ont fortement augmenté.

Le changement climatique a également un impact sur les moyens de subsistance beaucoup plus rapidement que prévu. Les conséquences à long terme de la pandémie, en particulier sur les adolescents, restent lourdes. Et dans de nombreux cas, les disparités sociales et économiques subsistent et s'aggravent.

> Il est temps de doubler nos investissements dans la résilience, afin de protéger notre avenir de l'extrémisme violent.

RÉSOUDRE UN PROBLÈME ÉPINEUX

L'extrémisme violent est l'archétype d'un problème difficile. Les objectifs des groupes extrémistes violents manquent de clarté. Les effets de l'extrémisme violent sont complexes et interconnectés - ils minent le potentiel de développement, exacerbent les urgences humanitaires et constituent une menace directe pour la sécurité des États et des citoyens. Les solutions sont soumises à des contraintes du monde réel, qui empêchent les tentatives sans risque de trouver une solution.

Au cours des dix dernières années, le GCERF a piloté une nouvelle approche de la prévention de l'extrémisme violent. Notre modèle a permis aux bailleurs de mettre en commun des fonds pour la sécurité, le développement et l'aide humanitaire ; ce fonds commun permet de partager les risques et d'apporter un appui financier dans des contextes qui ne sont pas à la portée habituelle des bailleurs bilatéraux. Notre système de suivi et d'évaluation, qui comprend une évaluation externe systématique, s'est avéré efficace.

LES AVANTAGES DU MODÈLE DE FONDS MONDIAL MULTILATÉRAL

FLEXIBILITÉ ET ADAPTABILITÉ

Un fonds " sans restriction " permet au GCERF d'allouer des ressources là où elles sont le plus nécessaires. Par exemple, il a permis au GCERF de répondre rapidement à des défis émergents tels que la pandémie de la COVID-19. Le GCERF a également été en mesure de mettre en œuvre des interventions sur mesure dans différentes régions, en adaptant nos stratégies aux contextes et aux besoins uniques de chaque zone, comme l'extension de programmes existants au Kenya ou dans les Balkans occidentaux.

EFFICACITÉ

Notre modèle de fonds réduit les charges et les contraintes administratives, ce qui permet au Secrétariat de se concentrer davantage sur l'impact programmatique afin de générer des économies d'échelle.

DURABILITÉ

Les fonds « sans restriction » soutiennent la planification à long terme et la durabilité, garantissant que les initiatives réussies peuvent être maintenues et étendues au fil du temps, comme au Bangladesh ou dans tout autre pays bénéficiant d'une réussite grâce aux investissements du GCERF.

INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ NATIONALE



Il existe d'excellente raisons d'accroître l'investissement dans la prévention : **préserver les acquis en matière de réduction de l'impact mondial du terrorisme et de l'extrémisme violent ; se prémunir contre les risques futurs ; transmettre les connaissances ; et réaliser le potentiel important des initiatives déjà mises en place dans le monde entier**.

De même, le maintien des investissements mondiaux dans la lutte contre l'extrémisme violent est essentiel pour atteindre les objectifs de sécurité nationale dans les pays bailleurs de fonds.

Tout d'abord, la maîtrise et le contrôle de zones géographiques spécifiques par des groupes extrémistes violents constituent une menace qui dépasse les frontières. Des lieux de replis ont été utilisés comme tremplins pour planifier, former et exécuter des attaques terroristes à l'étranger. **Il est primordial d'éviter la création de ces espaces pour la sécurité mondiale et nationale**.

Deuxièmement, la source des menaces extrémistes violentes est transnationale, même lorsqu'elle se manifeste localement. La diffusion de la propagande idéologique violente, qui prolifère par le biais de la radicalisation en ligne, en est un exemple. **Les initiatives qui cherchent à impliquer les chefs religieux, à promouvoir des idéologies non violentes ou à donner aux jeunes les moyens de résister à la radicalisation tentent de répondre à ce défi à sa source et sont donc pertinentes au-delà de leur contexte spécifique**.

Troisièmement, tout comme les menaces terroristes et extrémistes violentes pour la sécurité nationale peuvent être transnationales, les intérêts nationaux sont de plus en plus définis au-delà des frontières nationales. Le commerce, l'aide, l'investissement, le tourisme, la sécurité internationale et le développement mettent tous en danger un nombre important de citoyens, de ressources et de réputation. **Les interventions mondiales de PEV peuvent protéger les intérêts nationaux tout en bénéficiant à l'économie du pays d'accueil**. Il existe également une perte d'opportunité importante lorsque les États et les entreprises ne peuvent pas investir ou opérer durablement dans certains pays ou sous-régions en raison de la menace de l'extrémisme violent et de l'insécurité qui y est associée.

PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT POUR AGIR SUR LES FACTEURS DE LA MIGRATION

D'après la vaste expérience du GCERF, la PEV peut faire partie intégrante de l'action sur les facteurs de la migration.

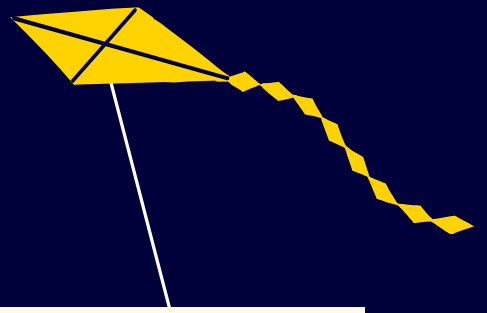
Premièrement, les interventions de la PEV stabilisent les communautés et réduisent les incitations à la migration en offrant des alternatives sociales et économiques positives.

Deuxièmement, les groupes extrémistes violents tirent souvent profit du trafic de migrants et de la traite des êtres humains, et les interventions de la PEV minent leur légitimité et perturbent leur financement.

Il existe également un risque important de récidive ou de radicalisation chez les demandeurs d'asile refusés et les migrants en situation irrégulière qui sont renvoyés chez eux, auquel les interventions communautaires de la PEV peuvent remédier.

PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT

Prévention des crises, stabilisation et consolidation de la paix



L'importance politique de l'extrémisme violent dépasse de loin son importance numérique. Si le nombre d'extrémistes violents dans le monde est relativement faible (et difficile à définir), et si leur impact direct en termes de pertes humaines est limité (bien que dévastateur), l'impact plus large de leur idéologie est critique. **Le terrorisme est la menace la plus asymétrique pour la sécurité des citoyens ainsi que la stabilité et la prospérité internationale**.

Selon l'indice mondial du terrorisme 2024, **plus de 90 % des attentats terroristes et 98 % des décès dus au terrorisme en 2023 se sont produits dans des zones de conflit, ce qui souligne le lien étroit entre les conflits et le terrorisme**. Des recherches distinctes démontrent que lorsqu'une ou plusieurs des parties en conflit ont une position idéologique forte, les conflits ont moins de chances de se terminer et plus de chances de se reproduire.

LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Lorsque les femmes et les filles se voient offrir des opportunités, elles deviennent des leaders efficaces des efforts de la PEV et des agents de changement, y compris lorsqu'elles renoncent à leurs propres allégeances. Le GCERF facilite leur participation aux efforts de prévention en soutenant des organisations qui proposent aux femmes et aux filles des actions de sensibilisation, de formation au leadership, de soutien psychosocial et de renforcement des compétences.

Plus d'un tiers des organisations recevant des subventions du GCERF sont dirigées par des femmes et des jeunes, et l'engagement a été pris de porter cette proportion à 40 % d'ici 2025.

1/3

« Mon frère est parti rejoindre Al-Shabaab il y a cinq ans. La famille était en état de choc. Je ne pouvais pas rester les bras croisés. Grâce à une subvention du GCERF, j'ai créé une organisation qui apprend aux femmes comme moi à dialoguer avec les membres de leur famille et à parler des dangers de l'adhésion à des groupes terroristes. Mon organisation aide les femmes à retrouver leur voix au sein de leur famille et à dénoncer les dangers de l'extrémisme violent, mais aussi à reconnaître les premiers signes de radicalisation. Lorsque mon frère a appris ce que je faisais, il a pris contact avec les anciens de notre village. Il a réussi à s'échapper. Il s'est repenti. Aujourd'hui, il est l'un de nos plus ardents défenseurs. Hommes et femmes, nous travaillons ensemble pour la paix en Somalie ».

Faduma, 24 ans, Beled Hawo, Somalie

L'expérience du GCERF montre comment les interventions visant à prévenir l'extrémisme violent peuvent directement contribuer à la prévention des crises, à la stabilisation et à la consolidation de la paix.

PREMIÈREMENT

La PEV est un moyen efficace de désamorcer les tensions et de prévenir les conflits. Au Mali et au Nigeria, par exemple, le GCERF a créé des comités de paix entre paysans et éleveurs dotés de la légitimité nécessaire pour statuer sur les plaintes et rendre des jugements équitables ; au Kosovo, nous avons soutenu les efforts de réconciliation multiethnique au sein de communautés divisées.

DEUXIÈMEMENT

Au Yémen, nous avons soutenu la réintégration et la réhabilitation d'anciens combattants en se focalisant sur les enfants soldats, dans le but de réduire le nombre de combattants actifs et de stabiliser leurs communautés.

TROISIÈMEMENT

Aux Philippines, nous avons réduit la légitimité des groupes Abu Sayyaf et Maute au sein des communautés, ce qui a eu un impact sur leurs ambitions de jouer les trouble-fêtes dans le processus de paix (encadré 4).



ENCADRÉ 4 : PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET PROCESSUS DE PAIX

Les processus de paix sont essentiels pour parvenir à une paix durable, mais ils sont confrontés aux défis posés par les groupes extrémistes violents, qui rendent les conflits plus difficiles à résoudre et plus susceptibles de se reproduire. La PEV constitue une approche non cinétique qui peut compléter ces processus, en minant la légitimité des groupes extrémistes violents par la réduction des disparités qui constituent la base de leur attrait, et en réduisant ainsi leur rôle de trouble-fête.

La PEV peut également soutenir le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) en réintégrant d'anciens extrémistes violents, renforçant ainsi l'efficacité des initiatives de consolidation de la paix. Au sein du portefeuille du GCERF, l'exemple le plus notable se trouve aux Philippines, où nos subventions soutiennent des interventions visant à renforcer le processus de paix Bangsamoro et la gouvernance locale tout en diminuant l'attrait des groupes extrémistes violents.

LA VALEUR AJOUTÉE DU GCERF

Le bon choix :

Le GCERF est allé au-delà de la théorie pour démontrer comment la prévention fonctionne en pratique, en renforçant la résilience à la radicalisation et au recrutement dans des milliers de communautés à travers le monde. Grâce aux résultats obtenus, les gouvernements de nos pays partenaires ont intégré la prévention dans leurs stratégies nationales. En Albanie, au Kenya, au Mali, au Nigéria et aux Philippines, les partenaires de la société civile soutenus par le GCERF sont devenus des participants actifs à l'élaboration des politiques nationales.



L'APPROCHE DU GCERF EN MATIÈRE DE PEV

Le GCERF a défini une réponse au domaine émergent de la PEV. Nous répondons à la menace là où elle est présente, par exemple tels que nos projets au Sahel. Nous prévenons l'extrémisme violent là où le risque est encore faible mais émergent, par exemple en réponse au risque de débordement du Sahel vers le Ghana. Et nous obtenons des avancées contre l'extrémisme violent, par exemple grâce au processus de paix à Mindanao aux Philippines, dans les zones nouvellement libérées en Somalie, ou par la réhabilitation et la réintégration d'anciens combattants terroristes dans les Balkans occidentaux.

Au bon moment :

Le GCERF a affiné son modèle de financement pour répondre rapidement aux risques émergents liés à l'extrémisme violent, en opérant le long d'un spectre de risques allant des réponses d'urgence à la résilience durable des communautés.

RÉPONDRE À L'URGENCE DANS LE NORD DU GHANA

Le Ghana est devenu un partenaire du GCERF en mai 2023. Suite à l'insécurité et aux attaques terroristes dans le sud du Burkina Faso, des milliers de réfugiés sont entrés au Ghana, augmentant la pression sur les communautés d'accueil. Le gouvernement du Ghana a demandé au GCERF de réagir en août et, fin septembre, une subvention d'urgence a été mise en place avec l'appui généreux du Japon, fournissant un soutien social et économique à des centaines de femmes hôtes et réfugiées et des compétences en littératie numérique aux jeunes afin d'empêcher les groupes terroristes et extrémistes violents d'exploiter les tensions sociales.

Aux bons endroits :

Le GCERF a testé de manière itérative sa méthodologie d'identification des communautés à risque de radicalisation et de recrutement, en combinant des méthodes quantitatives et qualitatives.

CARTOGRAPHIE DES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES AU NIGERIA

La sélection des lieux cibles pour les interventions de PEV est complexe en raison du lien entre les facteurs individuels, communautaires et macroéconomiques plus larges qui influencent la radicalisation et le recrutement. Alors que le GCERF utilise des évaluations des besoins réalisées par des tiers pour analyser les schémas et les parties prenantes afin d'élaborer sa stratégie d'investissement et de décider où et dans quoi il investit, le GCERF cherche à améliorer ces connaissances à l'aide d'outils supplémentaires. Le GCERF a développé un "indice de vulnérabilité" pour le Nigéria, combinant divers indicateurs pour cartographier les risques communautaires et la susceptibilité à l'extrémisme violent à un niveau plus précis. L'indice est un outil qui combine différents indicateurs pour cartographier les risques communautaires, la vulnérabilité et la susceptibilité à l'extrémisme violent au Nigéria. Cet indice composite comporte trois piliers analytiques principaux et 12 sous-piliers, utilise plus de 40 données d'enquête, le contenu des médias sociaux et des indicateurs provenant de 15 sources de données distinctes pour cartographier les risques et la vulnérabilité des communautés à une grille de 1km^2. Cet indice a éclairé les décisions du GCERF pour notre troisième série d'investissements dans le pays.

Dans la bonne direction :

Le modèle du GCERF témoigne du potentiel d'une action localisée. Nous accordons des subventions à des organisations de la société civile, nous concevons avec elles des projets pour garantir leur pertinence par rapport au contexte local et nous encourageons leur participation active au processus de planification des politiques nationales. Nous encourageons également de plus en plus l'expertise locale en matière de suivi et d'évaluation.



PARTENAIRES AUX CONNAISSANCES LOCALES

Dans le cadre de notre cycle stratégique 2021-2024, le GCERF a lancé un projet pilote visant à soutenir les organisations dotées des connaissances locales, parce qu'une société n'est résiliente que lorsque les connaissances font partie intégrante de sa boite à outils pour faire face aux défis et aux décisions. Le partenaire aux connaissances locales soutient le GCERF et ses partenaires dans trois domaines : Premièrement, le renforcement des capacités en matière de suivi-évaluation pour les partenaires du GCERF. Deuxièmement, le suivi et l'évaluation des projets par des tiers, pour lesquels ils sont les mieux placés pour faciliter l'accès aux communautés. Enfin, la recherche opérationnelle en rapport direct avec le portefeuille du GCERF. Le GCERF a actuellement deux partenaires de connaissances locales au Sahel et aux Philippines qui fournissent aux organisations bénéficiaires des formations sur le suivi, l'évaluation, les données et les approches d'évaluation spécifiques telles que la collecte de résultats. Aux Philippines, ils ont permis au GCERF d'utiliser des modèles quasi-expérimentaux pour évaluer deux projets - un type de modèle encore rarement utilisé dans la PEV. Associé à un suivi par des tiers, le partenaire aux connaissances locales au Sahel a mené une recherche exploratoire sur les perceptions des communautés concernant le lien entre l'extrémisme violent et le changement climatique.

DES RÉSULTATS DANS LE MONDE ENTIER

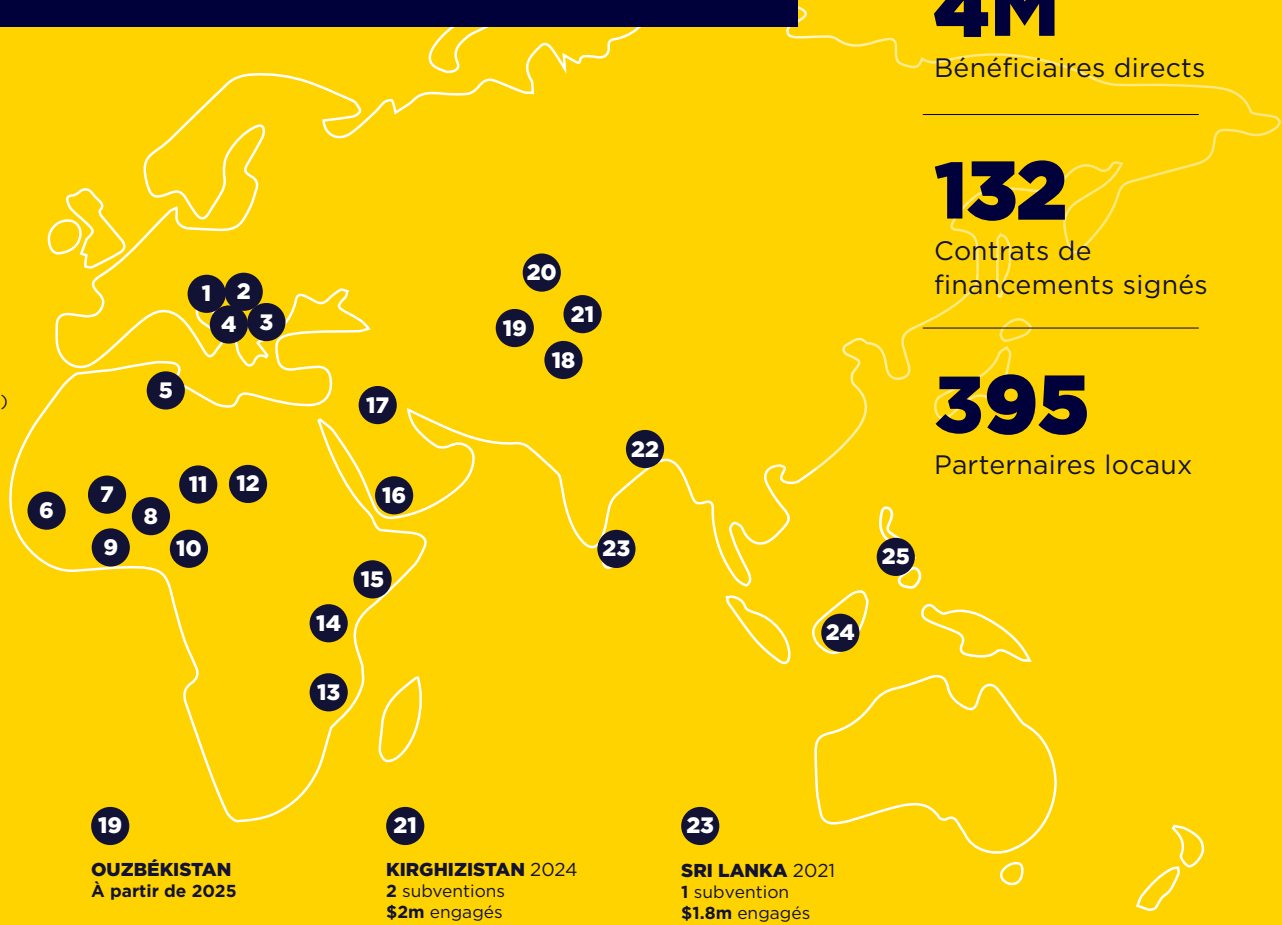
À compter de décembre 2024

25
Pays d'intervention

4M
Bénéficiaires directs

132
Contrats de financements signés

395
Partenaires locaux



1
BOSNIE-HERZÉGOVINE 2022
1 subvention
$0.7m engagés
1 partenaires locaux

2
KOSOVO 2017
10 subventions (3 actifs)
$7.3m engagés
26 partenaires locaux

3
MACÉDOINE DU NORD 2021
2 subventions
$1.8m engagés
9 partenaires locaux

4
ALBANIE 2020
6 subventions (3 actifs)
$4m engagés
13 partenaires locaux

5
TUNISIE 2019
10 subventions (4 actifs)
$4.3m engagés
19 partenaires locaux

6
MAURITANIE 2023
4 subventions
$3m engagés
13 partenaires locaux

7
MALI 2016
13 subventions (3 actifs)
$11.3m engagés
47 partenaires locaux

8
BURKINA FASO 2021
4 subventions
$3.75m engagés
10 partenaires locaux

9
GHANA 2023
4 subvention
$3m engagés
11 partenaires locaux

10
NIGÉRIA 2016
11 subventions (3 actifs)
$13.7m engagés
23 partenaires locaux

11
NIGER 2022
4 subventions (3 actifs)
$3m engagés
11 partenaires locaux

12
TCHAD 2024
3 subventions
$2.06m engagés
10 partenaires locaux

13
MOZAMBIQUE 2024
3 subventions
$4m engagés
14 partenaires locaux

14
KENYA 2018
14 subventions (3 actifs)
$13m engagés
46 partenaires locaux

15
SOMALIE 2021
5 subventions (4 actifs)
$5m engagés
12 partenaires locaux

16
YÉMEN 2024
2 subventions
$1.9m engagés
7 partenaires locaux

17
IRAK 2024
8 subventions
$6.9m engagés
13 partenaires locaux

18
TADJIKISTAN
À partir de 2025

19
OUZBÉKISTAN
À partir de 2025

20
KAZAKHSTAN
À partir de 2025

21
KIRGHIZISTAN 2024
2 subventions
$2m engagés
7 partenaires locaux

22
BANGLADESH 2016-2024
9 subventions
$10.9m engagés
41 partenaires locaux

23
SRI LANKA 2021
1 subvention
$1.8m engagés
14 partenaires locaux

24
INDONESIA
À partir de 2025

25
LES PHILIPPINES 2019
16 subventions (7 actifs)
$10.1m engagés
50 partenaires locaux



ÉTABLIR DES NORMES MONDIALES POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DANS LE CADRE DE LA PEV

Le GCERF gère un système de suivi et d'évaluation à plusieurs niveaux, qui permet de suivre les résultats à l'échelle mondiale, nationale/régionale et au niveau des subventions. Au niveau des subventions, chaque projet est guidé par une théorie du changement et un cadre de résultats avec des indicateurs de résultats et de réalisations, exigeant des organisations locales bénéficiaires qu'elles collectent des données de référence, qu'elles établissent des rapports trimestriels et qu'elles procèdent à des évaluations finales. Au-delà des efforts des organisations locales bénéficiaires, le GCERF mène des activités de suivi et d'évaluation, y compris des visites régulières de son secrétariat et de ses conseillers nationaux. Le GCERF commande aussi régulièrement des évaluations externes de ces subventions, qui peuvent avoir lieu pendant la mise en œuvre, à la fin de la période de subvention et, dans certains cas, un an après l'achèvement de la subvention.

De 2021 à la mi-2024, le GCERF a fait réaliser 13 évaluations portant sur 36 subventions, couvrant une proportion substantielle de notre portefeuille mondial (en moyenne 44 subventions actives - 2021-2024). En outre, le GCERF évalue les réalisations nationales, régionales et internationales, notamment par le biais d'évaluations de portefeuille, et a exigé une évaluation externe pour sa période stratégique 2021-2024. Le GCERF a été évalué positivement par une évaluation externe demandé à la Confédération suisse en 2022 et par une évaluation externe de l'Union européenne (UE) en 2024.

L'APPROCHE DU GCERF EN MATIÈRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION À PLUSIEURS NIVEAUX

1. Niveau mondial

Développement d'objectifs globaux et d'indicateurs clés de performance
Le GCERF élabore un plan de gestion stratégique qui traduit la stratégie du GCERF en objectifs, indicateurs et cibles.

Mesures et rapports annuels
Les progrès réalisés pour chaque indicateur font l'objet d'un rapport annuel, permettant de suivre les progrès accomplis par rapport aux cibles.

Examen de la stratégie du GCERF (y compris l'évaluation externe)
Le GCERF examine les résultats de son cycle stratégique, qui comprend la demande d'une évaluation externe pour évaluer le GCERF lui-même.

2. Niveau national/régional

Stratégie d'investissement avec théorie du changement/indicateurs
Les objectifs, la théorie du changement et les indicateurs standard sont élaborés pour chaque pays ou portefeuille régional.

Mesure tout au long de la mise en œuvre Les indicateurs nationaux sont intégrés dans les subventions et mesurés à différents stades de la mise en œuvre de la subvention.

Évaluation nationale/régionale
Le GCERF peut demander une évaluation du portefeuille et de sa stratégie d'investissement.

Rapport du Conseil d'administration national/régional
Le GCERF consolide les résultats rapportés par les organisations locales bénéficiaires et tout exercice externe dans un rapport final du Conseil d'administration.

3. Niveau de la subvention

Vérification préalable
Les capacités de suivi et d'évaluation des organisations locales bénéficiaires potentielles sont évaluées dans le cadre du processus de sélection des fonds.

Théorie du changement et cadre des résultats
Le GCERF soutient les partenaires locaux dans l'élaboration d'une théorie du changement et d'un cadre de résultats avec des indicateurs et des cibles.

Base de référence
Évaluation complète de la situation par la collecte de données de base avant la mise en œuvre.

Suivi par un tiers
Le GCERF charge souvent une tierce partie d'évaluer la mise en œuvre effective du projet.

Visites des conseillers et du Secrétariat
Diverses parties, telles que les conseillers nationaux du GCERF et le secrétariat, suivent la programmation sur le terrain à l'aide d'un outil de suivi national structuré.

Rapports et examens trimestriels
Les organisations locales bénéficiaires font état de leurs progrès trimestriels, que le GCERF examine par rapport aux objectifs du programme.

Évaluation finale
À la fin du projet, les organisations locales bénéficiaires effectuent des exercices pour recueillir des données finales sur les résultats et évaluer les résultats.

Rapport d'achèvement
Les organisation locales bénéficiaires soumettent un rapport final au GCERF, comprenant la réalisation des résultats du projet.

Évaluation en fin de subvention
Le GCERF charge un tiers d'évaluer les résultats du projet, souvent à l'aide des critères d'évaluation du CAD-OCDE.

Évaluation ex post
Le GCERF peut demander une évaluation pour déterminer la durabilité des résultats du projet. Cette évaluation a lieu un an ou plus après l'achèvement du projet.

RÉHABILITATION ET RÉINTÉGRATION

Au cours des trois dernières années, le GCERF a soutenu la réhabilitation et la réintégration dans leurs communautés d'origine de centaines d'anciens terroristes et de membres de leurs familles provenant des camps d'Al Hawl et d'Al Roj dans le nord-est de la Syrie, en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Indonésie, en Irak, au Kosovo, au Kirghizistan, en Macédoine du Nord et aux Philippines. Il s'agira également d'une priorité pour les nouveaux investissements au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

Nous avons mis en place un système de gestion des cas complet et holistique qui crée un environnement propice à la réintégration et implique directement les rapatriés dans le processus. Les résultats sont la réduction du risque de récidive parmi les rapatriés et la mobilisation de leurs expériences pour contrer le risque de radicalisation et de recrutement parmi les autres membres de la communauté, faisant de la réhabilitation et de la réintégration une composante intégrale de la PEV.

SOUTIEN À LA GESTION HOLISTIQUE DES CAS EN TENANT COMPTE DU GENRE ET DES CONFLITS

ENVIRONNEMENT FAVORABLE

- Sensibilisation - (ré)humanisation
- Renforcement des capacités des acteurs de première ligne
- Préparation des communautés pour les rapatriés
- Préparation des écoles pour les enfants rapatriés

ENGAGEMENT DES RAPATRIÉS

- Soutien avant le départ
- Évaluation des dossiers
- Réhabilitation (2-6 mois)

LA (RÉ)INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE

- Soutien psychosocial
- Moyens de subsistance
- Engagement du secteur privé
- Compétences prosociales
- Participation des familles
- Participation des autorités locales à la mise en place de services

Les résultats au Kosovo et en Albanie démontrent le succès des projets soutenus par le GCERF dans le soutien direct aux personnes rapatriées, la création d'un environnement favorable et le renforcement des capacités des travailleurs de première ligne.

En moyenne, pour l'ensemble des projets,

79 %

des travailleurs de première ligne ont indiqué qu'ils disposaient désormais de connaissances et de capacités suffisantes pour fournir des services.

Ce renforcement des capacités locales a permis à

85 %

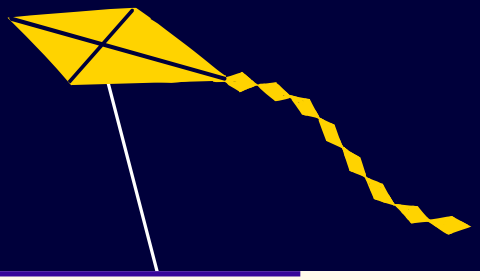
des personnes rapatriées de faire état d'une vision positive de la vie et d'un sentiment de réintégration dans les communautés, ce qui représente une augmentation moyenne de

24 %

par rapport à la base de référence.

Un projet au Kosovo a indiqué que 86 % des membres de la communauté estimaient que les personnes rapatriées s'intégraient bien. Un autre projet a indiqué que 92 % des enfants rapatriés avaient une socialisation et un comportement positifs parmi leurs pairs. 95 % des parents/soignants ont également déclaré qu'ils étaient désormais bien équipés pour aider leurs enfants.

En Albanie, un projet a indiqué que 64 % des membres de la communauté estiment que les personnes rapatriées et leurs familles font désormais partie intégrante de leur communauté, et 59 % des chefs religieux ont déclaré fournir une assistance et des services pour intégrer les personnes rapatriées dans leur communauté. Au niveau politique, un projet a aidé le gouvernement à améliorer les politiques et les normes concernant les droits des enfants revenant de zones de guerre.



SOUTIEN AVANT LE DÉPART

Le GCERF a lancé une initiative pilote pour soutenir la phase de pré-départ des ressortissants de pays tiers originaires d'Albanie, d'Indonésie, du Kosovo, de Macédoine du Nord et des Philippines qui se trouvent actuellement dans les camps du nord-est de la Syrie. Les enfants et les épouses des anciens combattants de l'État Islamique (IS) bénéficient d'un soutien avant le départ dans un lieu sûr, y compris des activités récréatives, un renforcement des compétences prosociales et une éducation informelle. Les femmes discutent de leurs priorités et de leurs attentes en ce qui concerne leur rapatriement, apprenant des moyens de subsistance spécifiques tels que la couture, la coiffure, la cuisine et l'électricité de base afin qu'elles puissent devenir autonomes une fois rentrées chez elles.

« Nous pouvons enfin avoir un espace sûr pour échanger. Le camp est dangereux ; nous n'avons pas le droit d'interagir beaucoup. Mais ici, nous savons que nous sommes tous motivés par une seule chose : rentrer chez nous après cinq ans et offrir un meilleur avenir à nos enfants. Ce programme nous a donné de l'espoir et nous savons que le monde ne nous a pas oubliés ».

Alina, 23 ans, camp d'Al Roj, Syrie



Le GCERF soutient également les personnes qui se désengagent des groupes terroristes et extrémistes violents et qui ont été amnistiées ou font l'objet de poursuites judiciaires. Par exemple, au Mali, le GCERF aide d'anciens terroristes actuellement en prison à acquérir des compétences prosociales et génératrices de revenus.

L'intégration communautaire peut aider un grand nombre de rapatriés lorsqu'il n'y a pas de place pour la gestion de cas individuels. Ici, les communautés définissent leurs priorités et les personnes dans le besoin en bénéficient, y compris, mais pas exclusivement, les rapatriés. Le GCERF soutient l'intégration communautaire au Burkina Faso, au Mali et en Somalie.

MES RÊVES SONT RÉELS ET RÉALISABLES

« J'avais 8 ans lorsque mon père et ma mère m'ont emmené en Syrie. Ces années ont été très compliquées. Mais le plus difficile a été de perdre mon père et mon frère et ce qui a suivi dans le camp. Nous n'avions rien à manger, rien à faire. Nous ne pouvions pas aller à l'école. C'était l'ennui et le désespoir. Mais un jour, nous avons été appelés à rentrer chez nous, en Albanie. Après 7 ans en Syrie, je me souvenais à peine de mes grands-parents. Je ne savais pas à quoi m'attendre. Je n'ai jamais rêvé de recevoir toutes les bonnes choses dont j'ai pu bénéficier. J'ai pu aller à l'école, apprendre à lire et à écrire. J'ai de nouveaux amis. Enfin, j'ai des rêves pour subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. Mes rêves sont réels et réalisables. »

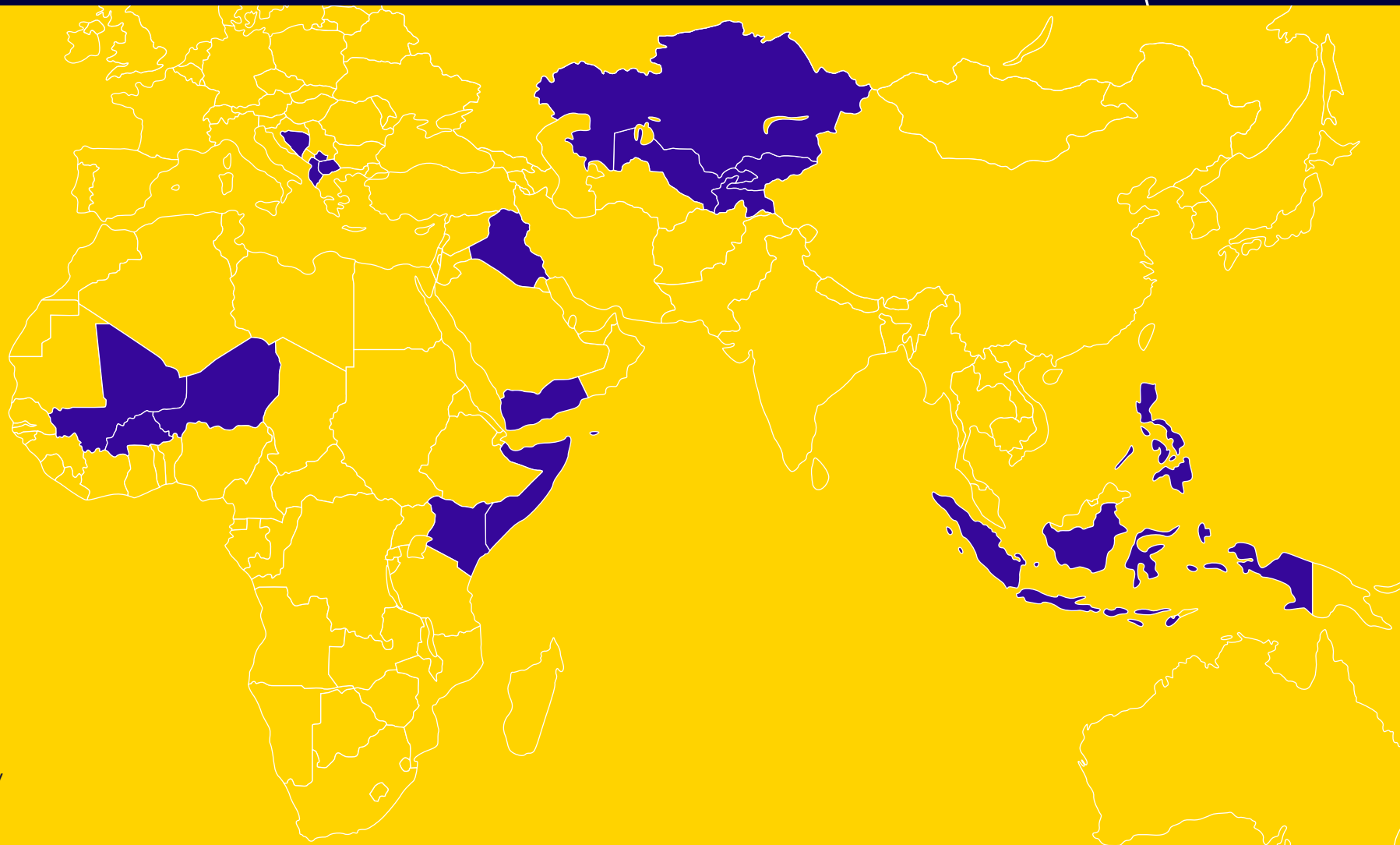
Badr, 15 ans, Tirana, Albanie

RETOUR EN IRAQ

« Lorsque je suis revenue dans l'Anbar après avoir quitté AL Hawl (un camp situé dans le nord-est de la Syrie pour les anciens membres de l'EI), j'étais déprimée et angoissée. Je ne pensais pas que ma famille élargie m'accepterait. Mais je savais que retourner en Iraq était la bonne chose à faire. Une ONG locale a lancé un programme de rétablissement des traumatismes. J'étais avec 27 autres femmes rapatriées qui avaient des problèmes similaires. Après avoir passé plusieurs jours ensemble et avoir été aidée par diverses méthodes pour surmonter mes peurs, je me sens beaucoup plus confiante pour parler de mon traumatisme avec ma famille. Je suis reconnaissante à l'ONG de m'avoir donnée confiance en moi. »

Leila, 22 ans, gouvernorat d'Al Anbar, Irak

PAYS S'ENGAGEANT DANS LA RÉHABILITATION ET LA RÉINTÉGRATION (R&R)



17

pays sur 25
soutiennent le R&R
dans le cadre de la PEV

RÉSILIENCE DURABLE DES COMMUNAUTÉS

Au cours des dix dernières années, le GCERF a investi dans la résilience menée par les communautés à une échelle significative (encadré 5).



ENCADRÉ 5 : LE GCERF EN QUELQUES CHIFFRES

57 000

Le GCERF a fourni des moyens d'existence à plus de 57 000 personnes.

400 000

Plus de 400 000 jeunes filles et garçons ont participé à des activités culturelles et sportives visant à promouvoir la tolérance et le pluralisme.

35 000

Le GCERF s'est engagé auprès de 35 000 chefs religieux bouddhistes, chrétiens, hindous et musulmans dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

585 000

Ces dirigeants religieux ont engagé plus de 585 000 personnes dans des dialogues interconfessionnels et intercommunautaires.

33 000

Les partenaires du GCERF ont formé 33 000 jeunes aux compétences en matière d'information et de communication et à la culture numérique.

> Au cours des trois prochaines années, notre investissement se concentrera sur la durabilité de ces initiatives, en accélérant notre soutien aux capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles.



Le renforcement des capacités techniques est déjà en cours pour toutes les organisations locales bénéficiant de subventions du GCERF, sur des questions telles que l'intégration du genre, l'intégration communautaire et la programmation PEV adaptée à chaque type de conflits. Un accent particulier a été mis sur le renforcement de la résilience en ligne (encadré 6). **On estime que 87 % des organisations locales bénéficiaires de subventions du GCERF n'ont jamais reçu de fonds internationaux auparavant, c'est pourquoi le renforcement des capacités organisationnelles est essentiel, par exemple la gestion financière, la gestion de projet et la gestion de consortium.**

Enfin, de nombreuses subventions du GCERF ont entraîné l'évolution organique de nouvelles plateformes et de nouveaux réseaux, dont certains sont en train de s'institutionnaliser par le biais d'un enregistrement officiel.

ENCADRÉ 6 : LA RÉSILIENCE NUMÉRIQUE

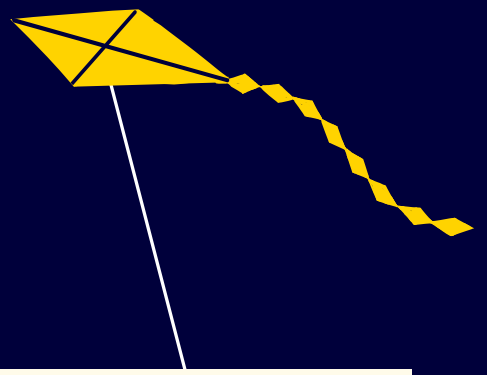
La désinformation qui conduit à la radicalisation en ligne est un problème croissant qui affecte des millions de jeunes. Pour contribuer à la lutte contre ce problème, le GCERF a lancé en 2022 un partenariat pluriannuel avec Mythos Lab pour former les organisations locales bénéficiaires de subventions du GCERF dans les domaines suivants : (1) Comment utiliser les médias sociaux pour la PEV ; (2) Éducation aux médias et à l'information pour la PEV ; (3) Suivi et évaluation dans la PEV numérique et ; (4) L'intelligence artificielle dans la PEV.

La collaboration a consisté à développer des modules de formation spécialisés, à former les partenaires et à les appuyer sur une durée de six mois pour développer et contrôler l'efficacité des campagnes de médias sociaux pour la PEV.

Au total, 327 partenaires ont reçu une formation. Les modules sont libres d'accès afin que les partenaires puissent les adapter à leur contexte local. Plus de 50 % des subventions actives du GCERF impliquent la formation de jeunes sur la désinformation et les fausses informations.

Le GCERF a ensuite lancé le groupe de travail de la Plateforme d'action mondiale (GAP) sur la PEV numérique afin de maintenir les organisations locales bénéficiaires de subventions connectées et engagées. Le groupe de travail est actuellement composé de neuf organisations bénéficiaires et devrait s'étendre à plus de 30 organisations en 2025, en particulier lorsque notre nouvelle plateforme numérique en ligne "discord" sera lancée au niveau des organisations locales.

RENFORCER LA RESPONSABILITÉ NATIONALE



> Un investissement dans le GCERF est un investissement dans la responsabilité nationale.

Dans chaque pays partenaire, le gouvernement national met en place un Mécanisme de Soutien au Pays (MSP), un processus consultatif qui rassemble les agences gouvernementales concernées, la société civile et les représentants des bailleurs de fonds internationaux, afin de fournir une orientation stratégique et de garantir les résultats, et d'hériter progressivement de la responsabilité du financement de la PEV au niveau communautaire.

RENFORCER LA PROTECTION JURIDIQUE

En raison du siège de Marawi en 2017, des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur maison et, en 2024, 30 000 personnes vivaient encore dans des camps de déplacés internes. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée. Elles sont souvent le principal gagne-pain des familles dont les maris ont été tués ou ont disparu. Grâce à des moyens de subsistance ciblés, les femmes survivantes sont engagées à travers des projets du GCERF dans la résolution des problèmes de propriété foncière. Cela est essentiel pour récupérer les terres, assurer une génération de revenus durables et empêcher les populations d'être attirées par les groupes terroristes. Les réunions de Marawi Advocacy Accompaniment (MAA) ont relancé les discussions sur le retour digne des personnes déplacées internes et sur la loi de compensation de Marawi.

Les femmes survivantes sont sensibilisées à leurs droits et bénéficient de moyens de subsistance complets :

« Je n'avais aucun espoir. Je suis dans le camp depuis 6 ans. J'ai perdu mon mari, mon frère et un fils aîné. Mes papiers ont été perdus pendant le siège. J'avais du mal à survivre et j'étais incapable de m'occuper correctement de mes trois plus jeunes enfants. J'ai pensé à beaucoup de choses, y compris rejoindre les groupes dans la jungle. Je n'avais aucun espoir jusqu'à ce que la MAA vienne nous voir et me dise que je pouvais récupérer mes terres et acquérir de nouvelles compétences. Il n'y a pas de mots pour décrire la joie que je ressens après avoir été désespérée pendant des années. »

Jojo, 42 ans, Marawi, Philippines

Au fil du temps, les pays partenaires ne dépendent plus des fonds du GCERF, sur la base de paramètres stratégiques clairs. Ceux-ci comprennent une évaluation selon laquelle le GCERF a laissé en place des structures communautaires durables pour la PEV, confirmée par une évaluation ex post facto ; le maintien des MSP ou d'initiatives similaires ; et la poursuite de la participation du gouvernement au Conseil d'administration du GCERF.

Le Bangladesh a été le premier pays partenaire de réussite du GCERF, et au cours de la prochaine période de trois ans, le GCERF procédera à la transition d'au moins un autre pays partenaire. Ce processus favorise non seulement l'appropriation nationale, mais démontre également une gestion responsable des fonds des bailleurs, ce qui permet au GCERF d'investir des ressources limitées là où elles sont le plus nécessaires et où elles peuvent avoir le plus d'impact.

> La responsabilité nationale confère des obligations à l'ensemble de la société, et pas seulement aux gouvernements.
>
> Les organisations locales bénéficiaires de subventions du GCERF ont contribué à l'élaboration ou à la révision de stratégies et de politiques nationales en Albanie, au Kenya, au Kosovo, au Mali et aux Philippines, et les ont parfois dirigées. Au cours des trois prochaines années, le GCERF encouragera également le secteur privé à assumer ses responsabilités en matière de paix et de sécurité.



RENDRE LA TOTALITÉ MEILLEURE QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES

> Nous sommes les premiers au monde à développer la résilience des communautés à l'extrémisme violent, mais le maintien de cette résilience nécessite un effort consolidé.

Le GCERF reconnaît que nous ne pouvons pas assurer seuls notre avenir précaire. Au niveau mondial, le GCERF travaille en partenariat avec le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) et d'autres institutions inspirées du GCTF, ainsi qu'avec les agences des Nations unies et les organisations régionales concernées, tant au siège qu'au niveau national, afin de promouvoir une réponse de l'ensemble de la société en matière de prévention. Au cours des trois prochaines années, nous ferons progresser ce partenariat, par exemple dans le domaine des poursuites, de la réhabilitation et de la réinsertion en Asie centrale.

Nous accélérerons également le partenariat entre nos organisations locales bénéficiaires et entre elles et d'autres organisations communautaires confrontées à des défis similaires (encadré 7).

ENCADRÉ 7 : PLATE-FORME D'ACTION MONDIALE DU GCERF (GAP)

Le GCERF est un transmetteur et facilitateur mondial du partage de connaissances et d'expertise. Nous incubons la Plateforme d'action mondiale (GAP) depuis 2023. Cette plateforme est un pôle de collaboration entre les plus de 360 organisations locales qui ont reçu des subventions du GCERF à travers 25 pays sur trois continents. Le GAP leur permet de renforcer leurs capacités et d'améliorer leur programmation en matière de PEV. Grâce à des échanges en ligne et en personne, et à la pratique des communautés locales, régionales et mondiales, une série de sujets tels que la réhabilitation et la réintégration, la gestion des cas, la décolonisation de la programmation et l'intégration de la dimension de genre dans le PEV ont été discutés et débattus. Grâce aux six groupes de travail techniques sur des questions pertinentes telles que la PEV et la cohésion sociale, le climat, la numérisation, l'intégration communautaire, la radicalisation dans les centres de détention, et l'engagement avec les personnes des camps syriens du Nord-Est, du matériel de formation de renommée mondiale est maintenant produit par des organisations de la société civile pour les organisations de la société civile.

« Le GCERF est bien plus qu'un bailleur de fonds. Il nous rassemble. Nous sommes tous connectés et nous apprenons de nos expériences respectives. J'ai adoré apprendre que les organisations locales bénéficiaires de subventions aux Philippines sont confrontées aux mêmes défis que nous en Tunisie en ce qui concerne l'engagement des femmes leaders religieuses. Je n'aurais jamais pensé que nous avions quelque chose en commun, et pourtant ils luttent contre le même problème. »

Wahiba, 33 ans, Kasserine, Tunisie



Le GCERF facilite également des communautés de pratique locales et mondiales afin de promouvoir un partenariat durable par le biais de l'échange de connaissances. Il a récemment publié un document d'orientation sur la réintégration à base communautaire avec le PNUD, l'Académie Folke Bernadotte et le Centre Elman pour la paix et les droits de l'homme.

UN PÔLE D'EXPERTS DE RENOMMÉE MONDIALE

Seul fonds mondial mandaté pour prévenir l'extrémisme violent, le GCERF est soutenu par des universitaires, des praticiens, des fonctionnaires, des professionnels de la sécurité et des travailleurs humanitaires dotés d'une expérience considérable. Le Comité d'examen indépendant, un groupe d'experts, veille à la qualité de l'engagement du GCERF dans les pays partenaires. Le Secrétariat délivre les subventions et, grâce à un processus d'apprentissage continu, ne cesse d'accroître l'impact des programmes de PEV. Les organisations de la société civile qui reçoivent des fonds du GCERF innovent pour s'engager efficacement et durablement auprès de milliers de communautés. Ensemble, elles constituent l'épine dorsale des connaissances sur le renforcement de la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

« Les bénéficiaires de subventions du GCERF dans les Balkans occidentaux viennent de produire un outil important sur la façon d'appuyer la santé mentale et le soutien psychosocial aux personnes qui reviennent du nord-est de la Syrie. Ce document a été rédigé par des dizaines de travailleurs de première ligne, notamment des psychologues, des gestionnaires de cas, des enseignants et des travailleurs sociaux. Le GCERF est plus qu'un bailleur de fonds qui accorde des subventions. C'est un véritable champion du partage de connaissances et d'expertise. »

Un fonctionnaire du gouvernement
de Macédoine du Nord

La solution à l'extrémisme violent nécessite des concepts et une expertise qui dépassent le domaine étroit de la PEV. Au cours des trois prochaines années, le GCERF continuera à s'appuyer sur d'autres domaines de la politique publique pour éclairer ses résultats, notamment la criminologie et la santé publique.



ENCADRÉ 8 : AU CARREFOUR DE LA PEV ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le GCERF est à l'origine de projets pionniers sur le lien entre le changement climatique et l'extrémisme violent dans la région du Liptako-Gourma au Sahel, où 25 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête récente ont attribué au changement climatique le rôle de moteur de l'adhésion des jeunes à des groupes d'EV. Un projet travaille avec des éleveurs et des paysans pour restaurer les terres, établir des voies d'eau et former des coopératives afin d'améliorer les moyens de subsistance, en aidant également les communautés à former des comités locaux pour gérer les ressources de manière durable. Résultat : 253 hectares de terres ont été régénérés, 124 coopératives d'agriculteurs ont été formées, 50 comités de gestion des ressources foncières ont été créés et neuf conflits enregistrés ont été résolus. La plateforme d'action mondiale du GCERF - une alliance mondiale de tous les bénéficiaires de subventions du GCERF - a créé un groupe de travail sur le changement climatique afin de reproduire ces succès dans d'autres contextes, par exemple dans le sud de l'Irak. Le GCERF dirige également une initiative sur le changement climatique et la PEV pour le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, coprésidé par l'Allemagne et le Kenya.

Nous continuerons également à étudier les liens entre l'extrémisme violent et d'autres défis mondiaux, notamment les déplacements de population, la criminalité organisée et le changement climatique.

GCERF
Prévenir l'Extrémisme Violent et le Terrorisme

	Crédit photo	Description de la photo
Page 3	Steve Biko, Mali	Sensibilisation à la paix : Campagnes communautaires de prévention de l'extrémisme violent
Page 6	Act, Kenya	Construire des ponts : Séances de dialogue entre les jeunes et la police au Kenya
Page 11	ECOWEB, Philippines	Diffusion communautaire : Des jeunes femmes échangent des informations sur les droits fonciers, l'accès à l'eau et d'autres questions essentielles dans un village après le siège de Marawi
Page 12	CBM, Kosovo	Ensemble pour la tolérance : Engager les jeunes au Kosovo pour promouvoir la paix, l'inclusion et la tolérance
Page 14	ECOWEB, Philippines	Enseigner la paix : L'éducation à la paix dans les écoles religieuses aux Philippines
Page 16	Samuel Wanjohi, Kenya	L'art au service de la guérison : Les enfants d'un quartier à haut risque de Nairobi utilisent l'art pour réfléchir et traiter les discours violents de leur foyer et de leur communauté
Page 20	Zaid Abbour, Tunisie	Créer des espaces sûrs : Soutenir les femmes victimes de violence en Tunisie
Page 22	Action Aid, Nigeria	Améliorer la formation des jeunes : Formation aux compétences numériques au Nigeria
Page 23	Samuel Wanjohi, Kenya	Les femmes en tête : Former les chauffeurs de taxi de Nairobi contre l'extrémisme violent
Page 25	Reza Shahriar Rahman, Bangladesh	Clubs de la paix : Campagnes de sensibilisation de la communauté au Bangladesh
Page 27	Samuel Wanjohi, Kenya	L'art au service de la guérison : Les enfants d'un quartier à haut risque de Nairobi utilisent l'art pour réfléchir et traiter les discours violents de leur foyer et de leur communauté
Page 28	Action Aid, Nigeria	Améliorer la formation des jeunes : Formation aux compétences numériques au Nigeria